

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES C.C.A.P.**

**POUR LA PASSATION D'UN MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX  
SELON UNE PROCÉDURE ADAPTEE**

**Désignation de l'opération :**

**Création d'un pôle médical  
17, rue des Bourdalats  
65 140 RABASTENS de BIGORRE**

**Pouvoir adjudicateur :**

**Communauté de Communes ADOUR MADIRAN  
21, place Corps Franc Pommiès  
65 500 VIC en BIGORRE**

**Représentant du pouvoir adjudicateur :**

**M. Frédéric RÉ, PRESIDENT**

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

**ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

**ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES**

**ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION - PENALITE ET PRIME**

**ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE**

**ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

**ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES**

**ARTICLE 8 : PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

**ARTICLE 9 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

**ARTICLE 10 : RESILIATION**

**ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

**ARTICLE 12 : DEVELOPPEMENT DURABLE**

**ARTICLE 13 : CLAUSES COMPLÉMENTAIRES ET CLAUSES DE RÉEXAMEN**

**ARTICLE 14 : DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX**

## **Article 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

### **1.1. Objet du marché – emplacement des travaux – domicile du titulaire**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes aux travaux de

**Construction d'un pôle médical  
17 rue des Bourdalats  
65 140 RABASTENS de BIGORRE**

Le projet a pour objet la construction d'un pôle médical pour le compte de la Communauté de Communes ADOUR MADIRAN, compétent en matière de création et gestion d'équipements liés à la santé sise 21 place Corps Franc Pomiès – 65 500 VIC en BIGORRE.

La parcelle d'assise du projet est située sur l'unité foncière de l'EPHAD Curie SEMBRES, sis 17 rue des Bourdalats, 65 140 RABASTENS-DE-BIGORRE.

Cette parcelle, cadastrée section D N°1671 d'une superficie de 2923 m<sup>2</sup>, fera l'objet d'un détachement à venir.

Implantée à l'entrée du site, l'ancienne maison de fonction affectée au directeur de l'EPHAD aujourd'hui inoccupée, sera, dans le cadre du présent projet, réhabilitée et transformée en pôle médical.

Le règlement d'urbanisme applicable est le Plan Local d'Urbanisme, Zone U5A.

Le bâtiment existant en simple RDC (212 m<sup>2</sup> SDP) et d'une hauteur de 6,06m sera conservé et restructuré afin de privilégier une conception compacte de plain-pied, permettant de bien maîtriser, outre l'aspect environnemental, de répondre parfaitement à une exigence de fonctionnalité liée aux personnes à mobilité réduite qui seront accueillies au sein de ce nouvel établissement de santé.

Une extension de plain-pied de (195 m<sup>2</sup>) est nécessaire pour organiser l'ensemble des espaces fonctionnels du programme et contribuera également à la mutation d'habitation en équipement de santé.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les différents Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Le C.C.A.P. et le C.C.T.P. sont des pièces contractuelles, comme l'acte d'engagement, le CDPGF et le mémoire technique.

### **1.2. Type de marché**

Les prestations sont réparties, en 10 lots comme suit :

**LOT 01 GROS ŒUVRE / AMENAGEMENT EXTERIEUR / VRD / FAÇADE**  
**LOT 02 CHARPENTE BOIS / COUVERTURE / BARDAGE BOIS**  
**LOT 03 MENUISERIE EXTERIEURE ALUMINIUM**  
**LOT 04 SERRURERIE / METALLERIE**  
**LOT 05 CLOISON/DOUBLAGE/ISOLATION/FAUX PLAFONDS**  
**LOT 06 MENUISERIES INTERIEURES BOIS**  
**LOT 07 CARRELAGE / FAÏENCES**  
**LOT 08 CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE / VENTILATION**  
**LOT 09 ELECTRICITE / CFO / CFA**  
**LOT 10 PEINTURE / NETTOYAGE**

### 1.3. Mesure de sécurité

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent.

### 1.4. Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit donc être en conformité avec le Code du Travail français.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

En cas d'infraction, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du C.C.A.G.

Le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter, si le marché lui est attribué, un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 1.5. Forme des notifications et informations

Pas de spécification particulière

### 1.6. Contrôle des prix de revient

Sans objet.

### 1.7. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre du projet est assurée par le cabinet d'architecture

#### **GOUBERT & LANDES ARCHITECTES**

7 avenue Maréchal Juin

65 100 LOURDES

@: [gl.archi@goubertlandes.fr](mailto:gl.archi@goubertlandes.fr)

Tel : 05 34 30 17 91

Mandataire solidaire du groupement conjoint d'entreprises

#### Missions confiées :

- ☐ ESQ
- ☐ APS
- ☐ APD
- ☐ PRO
- ☐ ACT
- ☐ VISA
- ☐ DET
- ☐ AOR

Bureau d'études structure :

**AEC**

1 Rue Laffont

65 600 SEMEAC

Tel: 05.62.37.19.13

@: [aecexpertises65@aol.com](mailto:aecexpertises65@aol.com)

Bureau d'études fluides & électricité :

**ENERGECO**

8 avenue Maréchal Joffre

65 100 LOURDES

Tel: 05 62 42 30 07

@: [contact.lourdes@energeco.fr](mailto:contact.lourdes@energeco.fr)

## 1.8. Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

**SOCOTEC**

72 rue Maréchal Foch

65 000 TARBES

Tel: 06 12 20 43 71

@: [fabien.soule@socotec.com](mailto:fabien.soule@socotec.com)

Missions confiées :

- ☐ L (Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables)
- ☐ LE (Solidité des existants et des éléments d'équipements indissociables)
- ☐ PS (Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme)
- ☐ SEI (Sécurité des personnes)
- ☐ HAND (Respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées)

## 1.9. Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé

La mission SPS est assurée par :

**EURL THIC** (Monsieur Thierry Hournet)

2 bis, rue de l'ancien abattoir

65 380 OSSUN

Tel: 06 80 61 53 16

@: [contact@thic.fr](mailto:contact@thic.fr)

## 1.12. Représentation du Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire de chaque lot désigne une personne habilitée à le représenter. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenues en cours d'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- À sa raison sociale ou à sa dénomination
- À son adresse ou son siège social
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

A défaut, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire comme prévu à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

### 1.13. Connaissance des conditions d'exécution du marché

Les candidats sont réputés avoir pleinement connaissance des règles de l'art, des normes et des règlements applicables au présent marché et aux lots auxquels ils soumissionnent.

Ils ne pourront à aucun moment se prévaloir d'une mauvaise connaissance de ces documents pour se soustraire à leurs obligations.

Les candidats sont réputés avoir en leur possession, avant de déposer leur offre, tous les éléments nécessaires à son élaboration, ou le cas échéant, avoir demandé tout renseignement complémentaire utile. Ils se seront au besoin rendus sur place pour juger de l'état des lieux notamment du sol.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu pour responsable si un candidat n'a pas usé de sa faculté de demander des renseignements complémentaires comme indiqué dans le présent article et a vu son offre non retenue. De même, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu pour responsable si un candidat n'a pas intégré dans son offre des éléments dont il aurait pu avoir connaissance en se rendant sur site.

Par le fait même d'avoir fait acte de candidature et d'avoir déposé une offre, le titulaire reconnaît :

- Avoir pris connaissance de toutes les normes et règles en rapport avec les travaux, objet du marché et de toutes les dispositions législatives et réglementaires pouvant s'appliquer au présent marché ;
- Avoir pris connaissance de toutes les pièces constituant le DCE et avoir inclus dans son offre financière toutes sujétions inhérentes à l'exécution des prestations, objet du présent marché ;
- Avoir, en cas de besoin, demandé des renseignements complémentaires comme indiqué ci-dessus ;
- S'être assuré des conditions générales d'exécution du marché et avoir pris connaissance de toute contrainte liée aux conditions de cette exécution, au besoin en se rendant sur place ;
- Avoir pris connaissance de la disposition des lieux, de l'état des lieux et de la nature du terrain, ainsi que de la présence de mobiliers urbains, de bâtiments, de riverains, d'arbres... ;
- Avoir pris connaissance des conditions et contraintes d'accès, de stationnement, de stockage et d'organisation du chantier ;
- Avoir pris en compte que les dispositifs de sécurité et de protection du chantier, y compris le marquage étaient de sa responsabilité ;
- Avoir défini les moyens de transport, de manutention, de levage, de stockage et de protection nécessaires aux travaux, objet du marché, notamment le cas échéant les échafaudages et les engins de levage ;
- Avoir, le cas échéant demandé toute autorisation nécessaire pour ses installations, ses travaux ainsi que pour le stationnement et la circulation sur le site ;
- Avoir tenu compte de la présence de public à l'extérieur du site (usagers, agents publics...) ;
- Avoir établi, sous sa responsabilité, les prix portés à l'acte d'engagement/bordereau de prix qui ne pourront en aucun cas être remis en cause, ni faire l'objet de modification ou de réclamation de quelque nature que ce soit ;
- Avoir pris en compte que l'enlèvement des déchets générés par le chantier et leur transport à la décharge publique, le balisage, la signalisation, le transport ou la location d'échafaudages et d'engins, ainsi que le nettoyage du chantier et des parties communes et la remise en état des lieux, le cas échéant, étaient à sa charge et devaient être inclus dans son prix.

## **Article 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

---

### **2.1 Pièces constitutives**

Conformément à l'article 4.1. du CCAG TRAVAUX de 2021, les pièces sont dans l'ordre suivant, et en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe Engagement d'insertion
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe Guide pratique clause d'insertion sociale
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (1 par lot) et le CCTP « lot 0 prescriptions communes »
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) pour chacun des lots,
- L'arrêté du PC et ses annexes
- La notice RT 2012,
- Le rapport d'étude géotechnique (G2 AVP)
- Le planning,
  
- Le C.C.A.G. TRAVAUX, applicable aux marchés publics de travaux et l'ensemble des textes qui l'ont modifié
- Le C.C.T.G. TRAVAUX, applicable aux marchés publics de travaux,
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) pour chacun des lots,
- L'offre technique du titulaire

Tous documents dérogatoires (Conditions Générales de Vente, contrat annexe, etc) aux pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont considérés comme nuls et nonavenus.

### **2.2 Date d'application et d'opposabilité des textes**

Les textes et normes opposables au titulaire sont ceux qui sont applicables à la date de passation du présent marché.

## **Article 3 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

---

### **3.1 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, à ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### **3.2 Phasage**

Le marché objet du présent C.C.A.P. comporte 10 lots.

### **3.3 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages – règlement des comptes**

#### **3.3.1. Les prix**

Les prix sont hors T.V.A. et seront établis en tenant compte des prescriptions suivantes :

L'entrepreneur est réputé avant la remise de l'acte d'engagement et de son annexe financière :

- Avoir pris connaissance entière et complète du terrain et ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers, les possibilités de stationnement, de stockage, et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux
- Avoir apprécié toutes les difficultés inhérentes au site, aux moyens de communications, aux ressources en main d'œuvre etc. et s'être parfaitement et totalement rendu compte de la nature, l'importance et la particularité des conditions d'exécution
- Avoir contrôlé les indications du document du marché
- Avoir demandé tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'œuvre et auprès de tous les services et autorités compétents.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels habituels dans la réalisation de travaux.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risque et bénéfice.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le Maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu et si elle ne fait pas l'objet de la procédure définie au sein du présent C.C.A.P.

#### **3.3.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise**

Sans objet.

#### **3.3.3. Caractéristiques des prix pratiqués**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché seront réglés par un prix global forfaitaire. Les prix sont réputés définitifs.

#### **3.3.4. Modalités du règlement des comptes**

Le titulaire présentera au maître d'œuvre chaque mois, un projet de décompte mensuel. Ce décompte sera établi conformément à l'article 12 du C.C.A.G. et sera adressé au maître d'œuvre qui doit lui-même le transmettre au pouvoir adjudicateur dans un délai de 7 jours à compter de la réception à son cabinet de la facture.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.



Après achèvement des travaux, le titulaire présentera un projet de décompte final des travaux exécutés.

Pour les modalités de transmission des factures au pouvoir adjudicateur, les candidats devront tenir compte du décret n°2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique qui oblige les entreprises, selon le nombre de salariés, à transmettre leurs factures aux personnes publiques par voie électronique, et le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique qui codifie le décret n°2016-1478 précité dans le Code de la Commande Publique. La date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

Informations à utiliser pour la facturation électronique sur CHORUS PRO :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20007781600011

### **3.3.5. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine**

Sans objet.

### **3.3.6. Approvisionnements**

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

### **3.3.7. Achat de prestations similaires**

La présente consultation autorise le pouvoir adjudicateur à recourir à un marché public passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché, conformément à l'article R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### **3.3.8. Modifications des marchés en cours d'exécution (anciens avenants)**

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir, dès que les circonstances l'exigent, à une modification du marché public de travaux, dans les conditions des articles L 2194-1 et R 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

### 3.4. Variations dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

#### **3.4.1. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont révisables et sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **mo (Décembre 2024)**.

#### **3.4.2. Modalités d'actualisation des prix**

Sans objet

#### **3.4.3. Modalités de révision des prix**

Conformément aux articles 10.4.2 et 10.4.3 du C.C.A.G. Travaux, pour le présent marché, les prix sont révisés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son offre.

Le montant sera révisé selon la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 \times Im/Io$$

Dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index et/ou l'indice de référence défini ci-dessous respectivement au mois "m" d'exécution des travaux et au mois "Mo" d'établissement des prix du marché.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index et/ou l'indice de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché, sauf disposition contraire indiquée dans l'avenant.

#### **Index de variation**

Dans le cas de marchés allotis, les index et/ou les indices de référence choisis pour l'application de la clause de variation des prix des travaux sont les suivants:

Les index utilisés sont les suivants :

#### **Lot 01 Gros œuvre / Aménagement extérieur / VRD / Façade**

**BT06** Ossature, ouvrage en béton armé

#### **Lot 02 Charpente bois / Couverture / Bardage bois**

**70 % BT 16b** Charpente en bois – **30 % BT 34** Couverture en zinc et métal (sauf cuivre)

#### **Lot 03 Menuiseries extérieures Aluminium**

**BT27** Fermeture de baies en aluminium

#### **Lot 04 Serrurerie / Métallerie**

**BT42** Menuiserie en acier et serrurerie,

#### **Lot 05 Cloisons / Doublage / Isolation / Faux-plafonds**

**BT08** Plâtre et préfabriqués

#### **Lot 06 Menuiseries intérieures bois**

**BT18a** Menuiserie intérieure en bois

#### **Lot 07 Carrelage / Faïence**

**BT09** Carrelage et revêtement céramique

**Lot 08 Chauffage / Ventilation / Plomberie / Sanitaire / Ventilation**

**50 % BT38** Plomberie sanitaire (y compris appareils) - **50 % BT41** Ventilation et conditionnement d'air

**Lot 09 Electricité / CFO / CFA**

**BT47** Electricité

**Lot 10 Peinture / Nettoyage**

**BT46** Peinture, tenture, revêtements muraux,

**Révision provisoire**

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

**Augmentation du montant des travaux**

**Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux**, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

**3.4.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

### **3.5. Sous-traitants désignés en cours de chantier – Cotraitants – Paiements**

#### **3.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Il sera fait application de l'article 3.6 du CCAG Travaux.

#### **3.5.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Il sera fait application de l'article 3.6 du CCAG Travaux.

#### **3.5.3. Modalités de paiement direct des cotraitants**

Pour le titulaire constitué en groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

#### **3.5.4. Résiliation**

Conformément à l'article 3.6.1.4. du CCAG-Travaux, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3.1.e) du même cahier, à savoir la résiliation du marché pour faute du titulaire.

Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

#### **3.5.5. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITE ET PRIME**

### **4.1. Délais d'exécution**

#### **4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est fixé au sein de l'Acte d'Engagement. Un calendrier prévisionnel des travaux est fourni par chaque soumissionnaire à l'appui de son offre. Les délais partent de la première intervention du titulaire sur le chantier, et expirent en même temps que sa dernière intervention (repliement du matériel et nettoyage des lieux).

Le délai contractuel d'exécution commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux de chaque lot.

#### **4.1.2. Période de préparation**

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G., il est prévu une **période de préparation de 4 semaines** à compter de l'ordre de service de démarrer l'exécution des travaux.

Cette période est comprise dans le délai global d'exécution.

### **4.2. Calendrier détaillé d'exécution**

Le calendrier détaillé d'exécution est établi en concertation avec les titulaires pendant la période de préparation du chantier.

Ce calendrier devra s'inscrire dans les limites du calendrier prévisionnel cité à l'article 4.1.1 ci-dessus. A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel deviendra contractuel.

Le délai d'exécution des travaux commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

### **4.3. Prolongation des délais d'exécution pour intempérie**

En vue de l'application éventuelle de l'article 18 du C.C.A.G., les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène
Vent	80km/h	4 jours consécutifs
Pluie/ <b>neige</b>	80mm	4 jours consécutifs
Température	-0° à 10h du matin	3 jours consécutifs

Pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le maître d'œuvre.

### **4.4. Pénalités pour retard - primes d'avances**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le montant des pénalités est dû dès le premier euro. (Le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité)

#### **4.4.1. Retard dans l'exécution des travaux**

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

#### **4.4.2. Pénalités pour retard**

Tout retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, constaté par le maître d'œuvre sur le délai global du lot concerné ou un délai partiel à définir dans le calendrier d'exécution contractuel donne lieu à l'application sans mise en demeure préalable d'une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

Toutefois, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

#### **4.4.3. Nettoyage du chantier**

Le refus du titulaire d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage et de gestion des déchets qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 150 € H.T. par jour calendaire de retard ou infraction de défaut de nettoyage et gestion des déchets constatée par la Maîtrise d'œuvre.

La mise en régie sera prononcée sous un délai de 48 heures en cas de défaillance du titulaire.

#### **4.4.4. Retard aux réunions**

Tout retard non motivé du titulaire à une réunion de chantier ou de coordination de sécurité à laquelle il aura été dûment convoqué sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € H.T.

#### **4.4.5. Absence à une réunion de chantier**

Toute absence non explicitée par un motif sérieux et plausible du titulaire à une réunion de chantier ou de coordination sécurité sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 150 € (cent cinquante euros) H.T.

#### **4.4.6. Retard dans la remise des documents**

Tout retard dans la remise des documents en cours de chantier (Procès-verbaux de matériaux, plans d'exécution, notes de calculs, etc.) sera passible d'une pénalité de 150 € (cent cinquante euros) H.T. par jour calendaire de retard.

#### **4.4.7. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 150 € (cent cinquante euros) H.T. sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du C.C.A.G., sur les sommes dues au titulaire.

#### **4.4.8. Primes d'avance**

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

### **4.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les délais d'exécution impartis englobent le repliement d'installations de chantier et la remise en état des lieux. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités de retard.

### **4.6 Pénalités de retard dans la remise de documents**

L'entreprise devra la réalisation de toutes les études d'exécution et la remise des plans au maître d'œuvre pour validation.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par l'entrepreneur titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 150 euros HT est opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

### **4.7 - Autres pénalités spécifiques**

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-déclaration d'un sous-traitant avant son intervention	Forfaitaire	500,00 €	
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	100,00 €	100 € par manquement
Retard dans la remise des justificatifs sociaux, fiscaux ou d'assurance en cours de chantier	Forfaitaire	50,00 €	Par semaine de retard

## **Article 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE**

### **5.1. Retenue de garantie**

En application des articles R 2191-32 et suivants du Code de la Commande Publique, il est prélevé une retenue de garantie fixée à 5 % du montant du marché initial, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie est appliquée sur chaque acompte.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Elle est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

### **5.2 Avances**

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

#### **5.2.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

#### **5.2.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **Article 6 : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **6.1. Provenance des matériaux et produits**

Le CCTP et le mémoire technique fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

### **6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations éventuels à apporter aux dispositions du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

### **6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage**

Sans objet.

### **6.5 Mention « ou équivalent »**

Certaines spécifications de normes ou de marques dans le devis descriptif sont suivies de la mention « ou équivalent ». Cette mention est réputée supprimée dans le marché, le titulaire étant engagé sur les spécifications précisées dans son offre lors de la mise au point du marché ou à défaut sur celles figurant dans le CCTP.



## **Article 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7.1. Piquetage général**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

### **7.2. Période de préparation**

Durant la période de préparation prévue, le titulaire, y compris ses sous-traitants, devra établir et remettre au maître d'œuvre les plans d'exécution et de détails complémentaires, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 7.5 ci-après.

### **7.3. Gestion de la qualité**

Sans objet

### **7.4. Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du présent marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre

### **7.5. Plan d'exécution - notes de calculs - études de détails – synthèse**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur titulaire et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Toutefois, pour les documents soumis au contrôleur technique, le maître d'œuvre ne donnera son visa qu'après avoir reçu instruction du représentant du pouvoir adjudicateur sur les suites à donner à l'avis du contrôleur technique.

## **Article 8 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **8.1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux - échantillons**

Par application de l'article 28.1 du C.C.A.G., la période de préparation commune est incluse dans le délai d'exécution des travaux. Cette période commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service général pour le démarrage des travaux de la tranche considérée. En revanche, par dérogation à l'article précité, sa durée est fixée à **4 semaines** sauf précision différente précisée à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Il est procédé au cours de cette période aux opérations ci-après :

- Par les soins du maître d'œuvre (coordonnateur OPC) :
  - o l'élaboration, conjointement avec les entreprises, du calendrier détaillé d'exécution des travaux visé au 4.1.2 ci-dessus, suivi du visa de l'ensemble des entreprises.
- Par les soins des entrepreneurs :
  - o Établissement des études d'exécution
  - o Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G.

Les échantillons : les échantillons de matériaux et d'appareillages sont fournis dans le local réservé au maître d'œuvre ou dans un local annexe. Ils sont soigneusement fixés et plombés pour éviter toute substitution et inscrits dans un registre comportant une case réservée à la signature du maître d'œuvre.

### **8.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - études de détails**

Il est précisé que l'entrepreneur est chargé de l'établissement des études d'exécution.

### **8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

L'entrepreneur devra se mettre en conformité avec l'article 31.5 du C.C.A.G. Travaux en faisant porter notamment un dispositif d'identification par son personnel à l'intérieur de l'enceinte du chantier, en établissant un enregistrement des personnes qu'il emploie sur le chantier, liste communicable à tout moment. Il est tenu d'informer ses sous-traitants que ces obligations leur sont applicables.

### **8.4 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

#### **8.4.1 Facilités données par le Maître de l'ouvrage**

L'installation de chantier de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le Maître de l'ouvrage :

- les emplacements sont mis gracieusement à la disposition de l'entrepreneur dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux,
- les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution. De plus, l'entretien et le maintien en état permanent des voies d'accès aux plates-formes où sont réalisés les bâtiments seront assurés par l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

#### **8.4.2 Installations à réaliser par l'entrepreneur :**

Chaque entrepreneur prendra toutes les précautions utiles (filets, bâches ...) pour la conservation des biens du maître d'ouvrage et aura à sa charge la réparation de biens endommagés.

Les dépenses relatives à l'entretien et à la remise en état des voiries et réseaux divers fournis par le Maître d'ouvrage sont à la charge de l'entrepreneur auquel incombent les dépenses d'établissement et d'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG TRAVAUX.

#### **8.4.3 Mesures d'hygiène**

L'entrepreneur doit prendre, sur le chantier, toute mesure nécessaire pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées aux personnes, ainsi que toute mesure nécessaire pour assurer l'ordre et la sécurité, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

#### **8.4.4 Signalisation de chantier**

L'entrepreneur devra mettre en place la signalisation de chantier à l'égard de la circulation publique conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.

#### **8.4.5 Communications dans le chantier**

L'entrepreneur doit maintenir les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes ainsi que l'écoulement des eaux suivant les stipulations de l'article 31.7 du C.C.A.G.

#### **8.4.6 Gênes imposées aux usagers et aux voisins**

Conformément à l'article 31.8 du C.C.A.G., l'entrepreneur doit prendre les dispositions pour réduire les gênes imposées aux usagers et aux voisins notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées, les poussières.

#### **8.4.7 Réunions de chantier**

L'entrepreneur titulaire désignera dès la signature de son marché un responsable du chantier. Celui-ci sera tenu d'assister personnellement aux réunions de chantier ou bien il se fera représenter quand le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage le convoquera. Les comptes-rendus de chantier deviendront contractuels s'ils n'ont pas fait l'objet de remarques écrites avant la réunion suivante.

#### **8.4.8 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier -**

La mission SPS est assurée par :

**EURL THIC** (Monsieur Thierry Hournet)  
2 bis, rue de l'ancien abattoir  
65 380 OSSUN  
Tel: 06 80 61 53 16  
@: [contact@thic.fr](mailto:contact@thic.fr)

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers

Le Coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier. Le titulaire s'engage à répondre à toute demande d'information du coordonnateur S.P.S utile à sa mission.

## **Article 9 : CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

### **9.1. Essais et contrôle des ouvrages**

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G., du C.C.T.P. ou par la DPGF seront assurés sur le chantier, par l'entrepreneur titulaire à la diligence du maître d'œuvre et du contrôleur technique.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

### **9.2. Opérations Préalables à la Réception (OPR) et réception**

Le maître d'œuvre est chargé de la mission d'assistance aux opérations de réception (AOR).

La réception se fera par lot.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41.1.3. du CCAG Travaux, la réception des travaux ne peut en aucun cas être tacite. A défaut de fixation de la date de réception par le maître d'ouvrage, le titulaire met en demeure (par écrit) le maître de l'ouvrage de fixer la date des opérations préalables à la réception.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, à défaut de décision du maître de l'ouvrage notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la date du procès-verbal des propositions du maître d'œuvre, les propositions du maître d'œuvre ne s'imposent pas. La décision de réception par le maître de l'ouvrage ne peut en aucun cas être tacite. A défaut de décision du maître de l'ouvrage dans un délai de trente jours à compter du procès-verbal des propositions du maître d'œuvre, le titulaire met en demeure (par écrit) le maître de l'ouvrage de se prononcer sur la réception.

### **9.3. Réception partielle**

Sans objet.

### **9.4. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

### **9.5. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

### **9.6. Documents fournis après exécution**

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière autre que celles prévues à l'article précédent. Ils seront fournis en 6 exemplaires.

Ces documents seront remis au Maître d'œuvre le jour des opérations préalables à la réception. Tout retard dans la fourniture de ces documents sera sanctionné par une retenue fixée précédemment.

### **9.7. Délai de garantie**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG Travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie est prolongé automatiquement, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

## 9.8. Garanties particulières

Sans objet.

## 9.9 Assurances

L'attestation justifiant que le titulaire est couvert par une police d'assurance est demandée en phase de remise de l'offre. Durant l'exécution du marché, le titulaire devra être en mesure de produire cette attestation sur simple demande du pouvoir adjudicateur. En cas de retard dans la présentation de ce document, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 50 € par semaine.

De même, le titulaire devra produire avant la notification du contrat une attestation d'assurance décennale.

Le titulaire doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Assurances du maître d'ouvrage

Les assurances souscrites ou à souscrire par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- Assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers lors de l'exécution des travaux.

- Assurance dommage ouvrage.

## **Article 10 : RÉSILIATION**

Les dispositions du CCAG-travaux relatives à la résiliation s'appliquent, à l'exception de l'article 50.4. Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-travaux, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **Article 11 : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige, seul le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAU est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 12 – DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **12.1 INSERTION POUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le SIMAJE a décidé de faire application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots identifiés ci-dessous:

<b>Lot 02 GROS ŒUVRE / AMENAGEMENT EXTERIEUR / VRD / FAÇADE :</b>	<b>245 heures</b>
<b>Lot 03 CHARPENTE BOIS / COUVERTURE / BARDAGE BOIS :</b>	<b>70 heures</b>
<b>Lot 05 CLOISON/DOUBLAGE/ISOLATION/FAUX PLAFONDS :</b>	<b>35 heures</b>
<b>Lot 06 MENUISERIES INTERIEURES BOIS :</b>	<b>35 heures</b>
<b>Lot 07 CARRELAGE / FAÏENCES :</b>	<b>35 heures</b>
<b>Lot 08 CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE / VENTILATION :</b>	<b>70 heures</b>
<b>Lot 09 ELECTRICITE CFO / CFA :</b>	<b>35 heures</b>

Chaque entreprise qui se sera engagée lors de sa réponse à la consultation à réaliser la clause sociale qui la concerne et qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les modalités de réalisation de cette Clause sociale sont définies à l'annexe 1 du CCAP.

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui sera sollicité en prenant l'attache du chargé des Clauses sociales départemental :

**Madame Esther Garcia**

Chargé des clauses sociales d'insertion

Service Insertion

Direction de la Solidarité Départementale

Département des Hautes-Pyrénées

BP 9501 – Place Ferré – 65950 TARBES Cedex 9

Tel : 05 62 56 76 01 – Mobile : 07 72 22 89 31 - @ : [esther.garcia@ha-py.fr](mailto:esther.garcia@ha-py.fr)

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du *chargé de mission clause sociale départemental*, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (*par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.*) qui permettront le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le *chargé de mission clause sociale départemental*, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

### **12.2 Clause environnementale**

La Communauté de Communes ADOUR MADIRAN demande au titulaire d'adopter une démarche responsable tout au long de l'exécution du contrat et d'être force de proposition en la matière.

## **Article 13 - CLAUSES COMPLÉMENTAIRES ET CLAUSES DE RÉEXAMEN**

### **MODIFICATION DU CONTRAT**

Le marché peut être modifié dans les cas décrits aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

IMPORTANT : le titulaire du marché doit veiller à n'entreprendre la réalisation de travaux/prestations supplémentaires ou modificatifs qu'avec l'accord écrit et préalable du SIMAJE. L'accord écrit prendra la forme d'un avenant ou d'un ordre de service signé par le Monsieur le Président.

A défaut d'accord écrit et préalable, il faut considérer que le SIMAJE s'oppose à la réalisation de tous travaux supplémentaires ou modificatifs.

Le titulaire ne sera pas indemnisé du coût des prestations supplémentaires ou modificatives s'il n'a pas obtenu cet accord écrit et préalable.

### **CLAUSES DE REEXAMEN**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le contrat pourra être réexaminé en cours d'exécution sur les points suivants :

#### **Modification de la clause de variation de prix**

##### **1er cas : en cas de disparition de l'indice**

En cas de disparition ou de suppression (si aucun indice de substitution n'est disponible) de l'indice, les parties se rapprocheront pour choisir un nouvel indice le plus proche possible. La modification sera actée par un avenant au contrat.

##### **2ème cas : en cas de bouleversement de l'économie du contrat**

En cas de survenance de certains événements pouvant bouleverser en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat, les parties se rapprocheront pour examiner le recours éventuel à un (ou plusieurs) indice(s) complémentaire(s).

La modification de la clause de variation sera actée par un avenant sur présentations justificatifs par le titulaire du contrat.

#### **Modification de la législation ou de la réglementation**

En cas de modification de la législation ou de la réglementation ayant un impact direct sur les prestations définies dans le contrat, les prix du contrat pourront être modifiés par avenant pour tenir compte de ces évolutions.

#### **Substitution d'un article du CCTP ou d'un article proposé par le titulaire lors de la remise de l'offre**

En cas de disparition, rupture d'approvisionnement d'un produit listé dans l'offre du titulaire ou le CCTP, le titulaire est dans l'obligation de proposer à la personne publique un produit équivalent, tant en termes technique que de prix.

Dès qu'il en a connaissance, le titulaire avise par écrit la personne publique de la prochaine disparition du produit concerné et lui propose son remplacement par un produit équivalent en joignant la fiche produit ou ses caractéristiques techniques ainsi que son prix. Dans cette hypothèse, le titulaire devra fournir tous les justificatifs de preuve, par exemple : factures de ses fournisseurs avant la remise de l'offre et/ou au début du contrat et pendant la période de tension, justificatifs de la commande des matériaux concernés dans les délais prévus au contrat, etc.

Dès son acceptation par la personne publique, cette substitution sera constatée par l'émission d'un ordre de service ou par la conclusion d'un avenant.

#### **Pénurie des matières premières et hausse des prix d'approvisionnements revêtant un caractère imprévisible dans leur ampleur et/ou leur survenance**

Un accord sur la modification du contrat pourra être négocié par les parties en cas de pénurie de matières premières ou de hausse des prix d'approvisionnements. Cet accord pourrait porter, par exemple, sur la substitution d'un matériau devenu introuvable ou trop cher par un autre, la modification des quantités ou du périmètre des prestations, l'aménagement des conditions et délais de réalisation des prestations...

Dans cette hypothèse, le titulaire devra fournir tous les justificatifs de preuve, par exemple : factures de ses fournisseurs avant la remise de l'offre et/ou au début du contrat et pendant la période de tension, justificatifs de la commande des matériaux concernés dans les délais prévus au contrat, etc.

Cet accord prendra la forme d'un avenant.

### Allongement délais d'approvisionnement

En cas de pénurie de matériaux ou de difficultés d'approvisionnement dûment justifiées par le titulaire en raison du contexte économique international, et sous réserve que l'entrepreneur justifie avoir passé les commandes en temps et en heure au regard du calendrier du contrat, il pourrait être consenti une prorogation des délais après discussion avec le maître d'ouvrage.

A cette fin, le titulaire devra obligatoirement produire les justificatifs correspondants, les dates limites de commande... De plus, le délai maximal sera défini par avenant ou ordre de service après échange entre les parties.

### Modification du titulaire (individuel ou groupé)

Dans le cas où une opération de restructuration (rachat, cession, fusion, absorption, acquisition, insolvabilité assurée par un autre opérateur, apport ou cession d'actif, etc) toucherait le titulaire du contrat en cours d'exécution, le marché pourra faire l'objet d'un transfert, après accord exprès du SIMAJE. Le titulaire (ou le titulaire pressenti) devra fournir l'ensemble des pièces justificatives nécessaires (par exemple, décision de l'assemblée générale, extrait du registre du commerce et des sociétés, annonce légale, etc). Ce changement sera formalisé par la conclusion d'un avenant.

En cas de défaillance d'un membre du groupement ou de sa disparition, les cotraitants membres du groupement peuvent se répartir l'exécution de tout ou partie de la part du marché du co-traitant défaillant. Cette répartition s'opère conformément aux conditions du marché et donne lieu, en cas d'acceptation de l'acheteur, à la conclusion d'un avenant.

Il pourra aussi être procédé à une substitution de ce membre par un autre opérateur économique en cours d'exécution du marché, avec l'accord exprès du SIMAJE. Cette substitution n'entraîne aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution de titulaire (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires). Le tiers substitué reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du cotraitant initial résultant du présent marché à la date d'effet de la substitution.

Ce tiers est soumis à l'acceptation préalable de l'acheteur au vu de son aptitude à assurer la poursuite de l'exécution du marché dans les conditions contractuelles convenues. A cette fin, il produit :

- l'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent marché pour l'analyse des candidatures ;
- les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Le changement sera formalisé par la conclusion d'un avenant.

### Crise sanitaire

La crise sanitaire mondiale causée par le coronavirus touche l'ensemble des pays depuis maintenant plusieurs mois.

Les coûts et les mesures organisationnelles pour faire face à cette crise sanitaire sont donc désormais connus et, le cas échéant, doivent être intégrés dans l'offre par le titulaire.

Aucun surcoût lié à la mise en place de mesures sanitaires pour l'exécution du contrat ne sera pris en charge par le SIMAJE. Il en sera de même pour toute crise sanitaire, quelle qu'en soit l'origine.

### Sous-traitance

Le titulaire doit obligatoirement présenter une demande d'agrément de son sous-traitant avant tout commencement des prestations par celui-ci. A défaut, la prestation peut être assimilée à du travail illégal et la sous-traitance est irrégulière. Dans ce cas, le titulaire s'expose à une résiliation pour faute.

Tous les sous-traitants doivent être agréés, quels que soient leur rang et le montant sous-traité.

La présentation de la demande d'agrément doit être adressée au chargé d'affaires du SIMAJE, par tout moyen permettant de lui donner date certaine.



Cette demande devra comporter :

- le formulaire DC4 complété et signé,
- les pièces justifiant des capacités du sous-traitant à exercer la prestation,
- les attestations fiscale et sociale du sous-traitant,
- l'attestation d'assurance responsabilité civile du sous-traitant,
- l'attestation d'emploi ou de non emploi de travailleur étranger du sous-traitant.

La demande de pièce ou de renseignement complémentaires interrompt le délai d'acceptation tacite par l'acheteur.

#### Responsabilité

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature et quelle qu'en soit la cause qui, du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché, pourraient lui être causés ou subis par les biens dont lui-même ou ses préposés seraient propriétaires détenteurs à un titre quelconque. En conséquence, le titulaire renonce à exercer tout recours contre le SIMAJE, son mandataire, ses représentants et agents respectifs, et ses éventuels assureurs.

#### Erreur matérielle

Si, en cours d'exécution, une erreur matérielle est relevée dans les pièces du contrat, les parties se rapprochent pour convenir de la modification de cette erreur par avenant.

#### Transmission du projet de décompte final en cas de réception sous réserve

S'il est fait application des stipulations des articles 41.4, 41.5 ou 41.7, la date du procès-verbal constatant l'exécution concluante des épreuves ou l'exécution des travaux visés à ces articles est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

#### Changement de RIB du titulaire , d'un co-traitant ou d'un sous-traitant

Le prestataire concerné transmet son nouveau RIB par tout moyen permettant de garantir qu'il est bien l'auteur de la demande et qu'il ne s'agit pas d'une usurpation d'identité. C'est pourquoi la transmission par courrier recommandé avec AR doit être privilégiée.

#### Utilisation des données fournies dans le cadre du présent contrat

##### Secret des affaires et secret industriel et commercial

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale.

##### Protection des données à caractère personnel

Conformément au règlement UE 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27/04/2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité et d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : les données personnelles fournies dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non habilités et hors des objectifs précédemment rappelés. Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement UE 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits peut être effectué auprès du délégué à la protection des données : dpd65@cdg65.fr ou directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr))

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

## **Article 14 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX**

L'article 2.1. du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux  
L'article 4.1.2. du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux  
L'article 4.4. du présent CCAP déroge à l'article 19.2.1 du C.C.A.G Travaux  
L'article 4.4.2. du présent CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG Travaux  
L'article 8.1. du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux  
L'article 8.4.2 du présent CCAP déroge à l'article 34.1 du C.C.A.G Travaux  
L'article 9.2 du présent CCAP déroge à l'article 41.1.3 du C.C.A.G Travaux  
L'article 9.2 du présent CCAP déroge à l'article 41.3 du C.C.A.G Travaux  
L'article 9.7 du présent CCAP déroge à l'article 44.2 du C.C.A.G Travaux  
L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 50.4 du C.C.A.G Travaux